

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 008, Numéro 022, Juillet-Décembre 2025

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 8, numéro 22

Juillet-Décembre 2025

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/WHSZ7662>

www.revue-is.org

**DE L'ORDRE DE LA VICTIMISATION, DE LA SOUMISSION ET DE L'INANITION DE
L'ETAT CONGOLAIS**

Aristote NGARIME MABAGO

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale
(UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

La République Démocratique du Congo recèle un potentiel considérable pour s'affirmer comme un acteur géopolitique de premier plan en Afrique. Dotée d'une superficie de 2 345 000 km², d'une population estimée à plus de cent millions d'habitants, et d'un sous-sol riche en ressources stratégiques telles que le cobalt, le cuivre, le coltan, l'or et les diamants, ainsi que de forêts tropicales, la République Démocratique du Congo (RDC) est susceptible de constituer un pôle d'influence régionale et mondiale significatif. Néanmoins, ce potentiel reste sous-exploité en raison d'un ensemble de facteurs structurels, tant internes qu'externes : corruption systémique, dépendance économique, conflits récurrents, carences institutionnelles, tutelle économique internationale et interventions géopolitiques étrangères. Les analyses effectuées révèlent que la RDC demeure géopolitiquement vulnérable, oscillant entre une situation de dépendance et un état de fragilité, et se trouve exposée aux logiques impérialistes ainsi qu'aux ambitions régionales de ses pays voisins.

Mots-clés : *victimisation, soumission, inanition, Etat congolais.*

ABSTRACT

The Democratic Republic of Congo has considerable potential to assert itself as a leading geopolitical player in Africa. With an area of 2,345,000 km², an estimated population of over 100 million inhabitants, and a subsoil rich in strategic resources such as cobalt, copper, coltan, gold, and diamonds, as well as tropical forests, the Democratic Republic of Congo (DRC) has the potential to become a

significant regional and global power. Nevertheless, this potential remains under-exploited due to a combination of structural factors, both internal and external: systemic corruption, economic dependence, recurrent conflicts, institutional deficiencies, international economic tutelage and foreign geopolitical interventions. The analyses carried out reveal that the DRC remains geopolitically vulnerable, oscillating between a situation of dependence and a state of fragility, and is exposed to imperialist logic and the regional ambitions of its neighboring countries.

Keywords : *victimization, submission, starvation, Congolese state.*

INTRODUCTION

En dépit d'un siècle de colonisation, de plus de soixante ans d'indépendance, et de plus de vingt ans d'expérimentation de démocratie, la République Démocratique du Congo ne cesse de sombrer dans le vau-l'eau de toutes sortes de maux. Ces multiples et divers maux qui rongent ce pays se résument par l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion des deniers publics, la mauvaise répartition des ressources disponibles... instaurant ainsi la pauvreté et la misère comme mode de vie, plaçant d'office la RD Congo au premier rang des pays extrêmement pauvres, où 85,3% des Congolais vivent avec moins de 3 dollars par jour.

En outre, à cause de multiples complots incessants dont les auteurs et les tireurs de ficelles ne sont autres que les grandes puissances, soutenues cependant par la classe politique congolaise vénale et nombriliste, installant de ce fait un cycle informel des conflits armés aux conséquences lourdes, et dont la solution définitive tarde à venir, la RD Congo se trouve au bord du gouffre. Cette réalité place ce pays dans une situation de prééminence d'impuissance qui l'empêche de se relever afin d'instaurer de nouveau un Etat structuré où règnent le droit, la paix et la sécurité.

Devant cet aveu d'impuissance étatique dont souffre désormais la RD Congo, la classe politique au pouvoir semble passer au dos de la cuillère au lieu d'affronter les problèmes essentiels qui freinent l'élán de développement du pays. Certains politiciens, paradoxalement, focalisent leur attention sur la jouissance résultant d'une série de détournements éhontés de millions de dollars, hypothéquant ainsi les chances d'instaurer un développement qui permettrait au pays de mettre en

place une armée véritablement nationale, où les soldats seraient bien payés, équipés et capables de défendre l'intégrité territoriale.

Le manque de sérieux dont fait preuve l'homme politique congolais victimise le pays, le soumet à la merci des vautours de tout genre, tout en instaurant dans le chef de la population la pauvreté caractérisée par la disette comme mode de vie. Il est inadmissible que la RD Congo, malgré ses nombreux potentiels, soit désormais considérée par la communauté internationale comme un "pays solutions".

Cette étude cherche à comprendre les causes profondes qui ont plongé cet État dans une situation complexe dont il n'arrive pas encore à sortir, tout en proposant des solutions capables de l'en sortir.

I. RDC DANS UN MONDE COMPLEXE

Chaque jour qui passe, le monde se transforme en un terrain de plus en plus complexe et incertain, caractérisé par des crises multidimensionnelles et récurrentes sur les plans économique, social, énergétique, alimentaire et environnemental.¹ Ces crises, qui reflètent dans leur essence un déficit de la gouvernance globale, s'accompagnent de profondes mutations, notamment en termes de déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale, corollaire à l'émergence d'une nouvelle géographie de la croissance dont les principaux acteurs sont les puissances émergentes d'Asie, d'Amérique latine et dans une moindre mesure d'Afrique.

En rapport avec les transformations accélérées sur le plan géoéconomique, les prémices d'un nouvel ordre géopolitique mondial sont aujourd'hui à l'œuvre. Le système de gouvernance actuel est de plus en plus contesté, du fait qu'il reflète de moins en moins la réalité du monde du XXI^e siècle.

Ainsi, la transition vers un ordre mondial multipolaire semble se profiler, notamment à travers l'apparition de nouvelles enceintes de concertation (G 20) et l'amorce du débat sur la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les transformations sur le plan géoéconomique et géopolitique ne manqueraient certainement pas d'accélérer la transition vers une nouvelle configuration de l'ordre

¹ SAINT-ETIENNE C., *La puissance ou la mort. L'Europe face à l'empire américain*, Seuil, Paris, 2003.

mondial. Cette dernière profiterait davantage aux pays intégrés dans des espaces régionaux dynamiques et qui parviennent à asseoir leur compétitivité sur des bases durables.

La République Démocratique du Congo, ouverte sur l'extérieur, est plus que concernée par ces évolutions. Le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale pose avec acuité la question de l'optimisation du schéma de partenariats du pays. Celui-ci intervient alors que les exigences du nouvel ordre concurrentiel international mettent à l'ordre du jour son impératif de redynamiser ses avantages compétitifs pour tirer un meilleur profit de son insertion dans les courants d'échanges et d'investissements internationaux.

Les évolutions du contexte mondial interpellent aussi ses capacités au titre de sa puissance attractive. Aussi, la quête d'un rôle plus actif du pays au sein du système mondialisé actuel et à venir, en prenant appui notamment sur les atouts dont il dispose (position géographique stratégique, ancrage à la démocratie, partenaire crédible de la communauté internationale...), ne rendrait-elle pas nécessaire, pour se doter d'une vision à moyen et à long termes du contexte mondial, pour anticiper les mutations géostratégiques à venir et sécuriser les intérêts stratégiques du pays ?

II. GEOPOLITIQUE DE L'IMPUISSANCE DE L'ETAT CONGOLAIS

Les champs de l'économie, du social, du politique, du culturel ou du symbolique sont imbriqués. Les relations de pouvoir se caractérisent par des actions d'influence, de coercition et de subordination. Sur le plan des idées et des valeurs, l'interprétation et le sens du monde passent par des matrices culturelles. En effet, sur le plan sociologique, interviennent des relations de parenté fondées sur la solidarité et les alliances entre familles, les inégalités fondées sur leur hiérarchie ; les relations entre gouvernants et gouvernés, de commandement et de pouvoir basées sur la domination. Le jeu politique est directement lié aux relations de parenté.

La logique tribaliste qui structure la société africaine, engendre parfois népotisme, clientélisme et tribalisme, réalités qui traduisent l'importance de la sphère familiale dans le politique. Dans les sociétés africaines où le capitalisme et

l'Etat n'ont pas dominé les différentes sphères de la société, les systèmes familiaux demeurent la matrice des sociétés.²

Les réseaux de parenté n'ont pas été, au contraire d'autres, détruits par la colonisation ; ils sont fortement différenciés par les principes matrilineaires ou patrilineaires, les liens de consanguinité, les relations lignagères ou claniques se référant à un même ancêtre véritable ou fictif. Ceci débouche sur des liens de solidarité mais également d'autorité des aînés.

La famille élargie et lignagère est le principal lieu de production des biens de subsistance. Ces appartenances sont d'autant plus importantes qu'il n'y a pas d'institutionnalisation profonde de l'Etat congolais, chose qui rend la conscience de la citoyenneté faible, et qui altère la construction de l'Etat-Nation.

L'ensemble du pays est structuré par des strates, des castes ou ordres qui font qu'il est à la fois faible et très peu lié à des sociétés civiles, elles-mêmes émergentes. Cette réalité historique a été une reproduction de l'Etat colonial, qui s'est en partie imposé comme transposition d'un modèle européen, mais l'appareil de l'Etat a été limité et a eu du mal à englober les populations, voire à les concerner.

La structure de l'Etat postcolonial telle qu'elle se constitue en Afrique est un enjeu des coalitions au pouvoir et il est plus souvent un lieu de constitution des classes. Il est souvent qualifié « d'importé », d'extraverti, né de la colonisation et manipulé de l'extérieur. Cette réalité engendre une structure coupée, dans bien des cas, de la société civile.

Ce qui ressort de cette approche est que, ses dirigeants ayant hérité du pouvoir d'Etat, ils l'ont patrimonialisé avec un faible degré d'institutionnalisation, donnant ainsi naissance à une bureaucratie patrimoniale. Dès lors, des pratiques submergent telles que la théorie du « big man », homme important socialement, économiquement, politiquement, mais sans véritable autorité politique ; son autorité résulte du fait qu'il réussit à s'élever au-dessus de la masse par un processus d'accumulation des richesses, attirant autour de sa personne des individus moins importants qui lui sont fidèles et qui servent ses intérêts. Or le

² CAMARA A., *Gorée : Passé, présent et futur*, éditions Maisonneuve et Larousse, Paris, 2001.

contrôle des institutions conditionne l'accès aux ressources politiques et économiques.

L'Etat congolais se caractérise le plus souvent par sa faiblesse, menant au quasi-effondrement des institutions telles que l'armée, et n'est que faiblement connecté à une société civile peu affirmée. Sa faillite, à laquelle s'est ajoutée la dévalorisation de l'Etat par l'idéologie libérale, a conduit parfois à des fractionnements territoriaux et à une montée en puissance des factions rebelles s'appuyant sur des identités claniques, tribales, ethniques ou religieuses.

Il s'agit d'un Etat « mou », sous-développé, faiblement institutionnalisé que l'on a souvent qualifié de néopatrimonial. Dans le contexte congolais, il n'y a pas une crise de l'Etat, mais deux crises qui se chevauchent et s'articulent. On peut parler d'une crise à « double détente³ ».

La première crise est celle de l'Etat néopatrimonial et la seconde est celle liée à la mondialisation qui prétendait apporter une solution à la première crise. L'Etat néopatrimonial, malgré ses faiblesses, son inefficacité et sa fragilité structurelle, connaissait, dans la plupart des cas, un mode de régulation fondé sur des mécanismes de redistribution particularistes (recours systématique au patronage et au clientélisme).

En se prêtant au jeu sordide de diviser pour mieux régner par le jeu du favoritisme, de la grâce et de la disgrâce dispensée par le chef suprême, l'Etat néopatrimonial constituait un efficace mode de contrôle politique. Ce que l'on remarque dans le contexte congolais est que le népotisme et la corruption, ont souvent généré des déséquilibres et des dysfonctionnements dans la répartition des emplois et des richesses entre les diverses couches et factions de la population.

En effet, dans bien des cas, l'idéologie du service réciproque s'est instaurée de telle sorte que les dominés ont intériorisé cette pratique dans leur conduite. A cela, il faut ajouter le jeu des solidarités familiales, régionales, tribales et autres à l'intérieur de l'Etat. La corruption apparaît dès lors comme un principe bien inscrit dans les mœurs, perçu comme naturel, aussi bien par les uns que par les autres.

³ GAUDUSSON J.B. (du) et MEDARD J.F., *L'Etat en Afrique : Entre le global et le local*, Numéro spécial troisième trimestre 2001. Trimestriel n°199 juillet-septembre 2001. p. 4.

Parmi les grandes mutations qui ont marqué les relations internationales contemporaines figurent, sans doute, les phénomènes dits de la mondialisation ainsi que les mutations et transformations qu'ils ont provoquées un peu partout dans le monde. En tant qu'hypothèse explicative, la mondialisation présente des avantages, mais elle est devenue un fourre-tout bien commode.

Si l'on admet que la mondialisation est un ensemble complexe de mutations, il faudrait alors l'analyser dans toutes ses dimensions, y compris dans ses conséquences les moins visibles. Aussi, s'agira-t-il de comprendre ce processus de globalisation sur l'Etat congolais impuissant, qui n'est nullement à l'abri des effets de ses mutations.

De nos jours, l'exercice de ses contraintes régaliennes est malmené au quotidien. Par ailleurs, le discours politique, pour sa part, révèle surtout sa déresponsabilisation progressive dans la gestion de ses affaires. Pire encore, l'Etat congolais s'efface progressivement derrière un discours politique aseptisé, alors qu'il n'y a pas si longtemps il donnait l'impression d'être une réalité indépassable.

Cela résulte de la mutation du monde, devenu une arène de confrontations, un espace au sein duquel des partenaires travaillent conjointement vers l'aboutissement d'objectifs communs. Il évoque des relations basées sur des échanges mutuels, mais aussi sur l'idée qu'il existe une communauté de destin à laquelle prennent part tous les Etats, quel que soit leur niveau de développement.

Nous assistons dès lors à la manifestation d'un Etat dépossédé. En effet, depuis longtemps, les relations internationales s'étaient fondées sur la prééminence des acteurs étatiques et sur le principe de la non-ingérence, lui-même reposant sur la souveraineté et l'indépendance nationale.

C'est l'un des héritages forts du système westphalien qui enclencha, on le sait, l'étatisation du monde dans la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Assez souvent, ce modèle de l'Etat s'est bâti sur la croyance selon laquelle l'Etat pouvait être un outil formidable de changement social et que l'on pouvait, avec ses leviers, orienter les sociétés vers le développement, vision par excellence de la seconde moitié du XXème siècle.

Dans cette logique-là, nous assistons à la transformation de la République Démocratique du Congo en un Etat failli, ou en voie de dislocation, les moindres fonctions régaliennes ayant du mal à être assurées. Avec le phénomène de la

mondialisation, les compétences de l'Etat sont amputées de tout côté. Aussi, avons-nous l'irruption dans l'agenda des Etats, des exigences de la démocratie, l'Etat de droit, la décentralisation.

Avec la mondialisation, les Etats s'effacent derrière un discours politique aseptisé, qui engendre un pouvoir technocratique et qui s'instaure davantage avec le phénomène de la mondialisation. Ils perdent incidemment certains attributs essentiels de leur souveraineté au profit d'institutions extérieures très fortes. Le procès nécessaire et légitime de l'Etat africain moderne ne sert pas ici d'alibi à de graves délires idéologiques. La grande corruption, celle qui saigne à blanc les économies africaines, est une partie qui se joue à deux au sommet de l'Etat. Sa société civile, cette dernière est ce qu'il y a encore de mieux.

L'échec économique et social de la République Démocratique du Congo et d'autres pays de la région est pour certains analystes dorénavant celui de l'Occident. Leur responsabilité s'inscrit dans un cadre dessiné par d'autres et implacablement imposé par toute une série d'institutions qui ne sont que formellement multilatérales. Armé à deux redoutables instruments de contraintes dont il a la maîtrise quasi exclusive, l'argent et le droit, le libéralisme mondialisé dicte, administre et sanctionne.

III. LA RD CONGO : ETAT INCAPABLE D'ASSUMER SA PUISSANCE

La plupart des observateurs s'accordent pour dire que la finalité de l'Etat congolais réside dans sa cohésion nationale. En outre, tant que la République Démocratique du Congo ne sera pas en mesure de conduire une politique étrangère lui permettant de peser sur l'échiquier mondial, et donc d'assumer sa puissance, elle restera un colosse aux pieds d'argile, une nation inachevée. Pendant plus de 25 ans, le terme même de « puissance congolaise » est demeuré un tabou. Les esprits de ses compatriotes peinent à s'ouvrir.

Il s'agissait, en réalité d'un véritable défi copernicien pour les acteurs de la construction européenne et pour l'opinion publique, puisqu'il impliquait, ni plus ni moins, un changement de perspective qui poussait l'Europe introvertie et meurtrie du passé proche à devenir extravertie et audacieuse. L'Europe était ainsi invitée par l'histoire à sortir de sa chrysalide pour se transformer en une entité plus mûre, à l'image de « la Coquille et la perle », cette magnifique sculpture en marbre de Rodin où la création semble comme surgir de la masse brute.

La gouvernance de la République Démocratique du Congo est dépourvue des capacités de bâtir une république politiquement organisée pour l'action, le progrès, la défense. Pour Philippe Biyoya, Makutu, « le pays doit s'inventer une stature géopolitique. Si l'Etat congolais est impuissant, c'est de l'inconscience. Il n'a pas conscience de sa force réelle. C'est un Etat qui avance sans modèle, et cela presque contre lui-même, sur un chemin qui n'existe qu'à mesure qu'il le trace.

Car, son avenir serait de se comporter comme une authentique entité politique sur la scène internationale. Il va de son intérêt à travailler pour devenir un acteur à part entière sur l'échiquier international. Il s'agissait, en définitive, de réduire le fossé entre les déclarations d'intention et la volonté de puissance. De ne plus tirer des plans sur la comète mais d'épouser le réel.

Face au nouvel environnement régional issu d'un nouvel ordre régional, la République Démocratique du Congo s'est trouvée en quelque sorte contrainte et pour ainsi dire condamnée à sortir de son cocon d'impuissance pour tenter de se créer, à l'échelle de la sous-région, une diplomatie continentale.

Pour certains auteurs, comme Philippe Biyoya Makutu la politique étrangère de la République Démocratique du Congo est morte depuis longtemps, supplantée pendant la Première Guerre mondiale africaine par l'Ouganda et le Rwanda.

La RDC n'aurait ainsi plus de marge de manœuvre dans la détermination de sa politique étrangère. Autrement dit, le défi géopolitique actuel a consisté à vouloir sortir de l'ère d'un Congo nain sur le plan politique et à entrer dans le monde adulte.

La projection de sa puissance est en soi un leurre, voire un pis-aller linguistique à l'attention de l'opinion publique. En lieu et place de discours politico-politiciens, il faudrait prendre en mains le destin de ce pays, de donner à ce grand Etat des formes d'expression qui lui sont nécessaires. L'économie, la diplomatie, la sécurité et les moyens de l'assurer, tels sont les ingrédients d'une Nation plus forte dont il a désormais besoin.

Il ne s'agit pas, en fin de compte, de recréer un Etat faible, mais un Etat fort et prospère. C'est cette perspective qui doit primer dans l'agir des décideurs politiques congolais pour gagner la cause de la puissance. Ils doivent savoir mettre à profit le temps dont ils disposent, et bâtir le Congo de nos rêves. Ainsi, nous

réaliserons la vision des pères fondateurs de ce grand et beau pays au cœur de l'Afrique, et gagnerons un avenir de paix et de liberté pour les générations futures.

Il est temps d'aboutir à la mise sur pied d'une République considérée comme une vraie puissance. L'introspection ne vaut rien à la RDC. Elle doit affirmer son autorité sur la scène continentale. Elle a des idéaux à projeter hors de ses frontières, des engagements régionaux et internationaux à honorer, une concurrence régionale à affronter. Elle a aussi une diversité à revendiquer avec fierté. C'est en se montrant souple et réaliste qu'elle assiera son leadership sur la scène régionale, et non en nous arc-boutant sur des discours de pur formalisme.

Selon Etienne Balibar, « ce que l'on appelle la crise de l'Etat-nation tient pour une part à l'incertitude objective quant à la nature et au tracé des démarcations géopolitiques qui peuvent aujourd'hui venir surdéterminer les frontières »⁴. La République Démocratique du Congo a aujourd'hui du mal à se défaire des liens tutélaires qui la freinent. Zaki Laïdi a parlé de « prothèse identitaire » pour illustrer ce phénomène, en constatant que « plus une nation va vers quelque chose de plus grand, plus elle a besoin de se doter d'une clôture symbolique »⁵.

L'essence de la condition humaine consiste à vivre dans la contradiction. Comme l'a si bien écrit Jean Daniel : « Vivre, c'est vieillir, aimer c'est souffrir, vaincre c'est perdre, agir c'est user, construire c'est parier que les moments suivants ne vont pas disparaître⁶ ». Il y a deux manières d'accepter cette contradiction : soit en sortir par l'Absolu mysticisme, fanatisme, totalitarisme ; soit épouser l'esprit fécond du doute.

L'énorme difficulté d'un homme politique est précisément de parvenir à concilier sa force de conviction et sa vision d'avenir, indispensables dans la société de l'information qui est la nôtre, avec un doute, certes constructif, mais forcément intime et fragilisant. Selon Claude Inis, « le pouvoir et la légitimité ne sont pas antithétiques, mais complémentaires. L'envers de la légitimité du pouvoir est le pouvoir de la légitimité »⁷.

⁴ Anonyme, « Figures actuellement de l'étranger », dans *Transeuropéennes, Frontières et violence*, n°9, 2000, p. 25.

⁵ LAIDI Z., « Le politique va-t-il mourir ? », dans *Le Temps*, 10 février 2000, p. 13.

⁶ DANIEL J., *Dieu est-il fanatique ? Essai sur une religieuse incapacité de croire*, Arléa, Paris, 1996.

⁷ BRAILLARD Ph., *Mythe et réalité du non-alignement*, PUF, Paris, 1987, p. 61.

IV. SORTIR DE LA RHETORIQUE PATERNALISTE

Dans un monde qui se mondialise, il est dans l'intérêt de la Belgique de cesser de définir ses relations diplomatiques et économiques avec le Congo à partir du passé et avec les œillères du passé. Les enjeux géopolitiques et économiques actuels ne prédisposent pas la Belgique à recourir à une rhétorique paternaliste dans ses rapports avec ses anciennes colonies d'Afrique Centrale, et plus particulièrement avec la RDC, pays convoitée à la fois par les maîtres du monde et de nouvelles puissances économiques de la gouvernance mondiale actuelle.

Ouvrir le Congo ou faciliter la participation du Congo dans la gouvernance mondiale, ne doit pas donner lieu à une diplomatie aux allures paternalistes à l'égard du pays de Patrice-Emery Lumumba, mais doit beaucoup plus aller dans le sens de consolider l'indépendance du Congo, chèrement acquise.

L'œuvre de Léopold II et de la Belgique dans son ensemble restera un échec aussi longtemps que la nation congolaise continuera à rester un trou noir et un espace ouvert à toute sorte d'ingérence extérieure dans la géopolitique de l'Afrique centrale. Le bluff diplomatique n'est profitable ni à la Belgique, ni à la RDC. La Belgique, en ce XXI^e siècle, ne gagnera rien de concret et ne va pas accroître sa puissance si elle inscrit ses rapports diplomatiques avec le Congo dans un imaginaire néocolonial : celui d'un passé belge destiné à durer encore, de façon positive, dans la conscience congolaise.

Le problème aujourd'hui n'est pas d'inscrire le Congo dans le destin belge ; il est question au contraire de voir comment, à partir d'un Congo fort et capable, la Belgique peut donner à sa diplomatie et à sa politique de coopération internationale, ses lettres de noblesse en Afrique centrale. Les deux Etats doivent prendre un essor nouveau. Il faut de deux côtés une diplomatie qui tourne le regard de deux nations non pas vers le passé, mais vers l'avenir. Ce qui n'est tout autre qu'une diplomatie de la rupture avec le passé pour être la vision géopolitique qui instaure une grande utopie et un grand mythe : l'utopie de l'histoire et le mythe du Congo nouveau qui entre royalement dans cette Histoire.

Dans le passé, où la Belgique fonde ses rapports avec le Congo, le peuple congolais n'y voit que la petite histoire d'humiliation, d'exploitation et d'écrasement de l'homme congolais par les Belges. Or, la seule politique qui peut transformer cet imaginaire collectif des Congolais à son égard est la géopolitique d'un nouveau

partenariat, où les Ministres belges des Affaires Etrangères ne viendraient plus au Congo et ne parleraient plus aux dirigeants congolais comme de maitres, mais en véritables partenaires d'une relation qui dure et qui profite à tous, sans complexe de supériorité.

Nous plaillons donc pour que la Belgique abandonne la rhétorique paternaliste et émerge des ténèbres vers la lumière, qui représente le décollage économique du Congo. Ce processus devrait mobiliser toutes les énergies des autorités belges afin que leurs entreprises entrent par la grande porte et collaborent avec les autres pour construire ensemble le Congo de l'émergence économique et politique.

Il y a donc aujourd'hui une nécessité pour cette ancienne puissance coloniale d'aider les Congolais par la magie de la collaboration et du partenariat équilibré, afin de leur permettre de construire la nation congolaise sur des valeurs dont la colonisation l'avait privé : la grandeur, la liberté, la dignité, la puissance au cœur de l'Afrique parmi les nations en quête de leadership et d'influence dans une Afrique qui bouge.

Cependant, la Belgique ne croit plus aux chances du Congo de dominer l'Afrique, la vision belge sur la grandeur du Congo n'est qu'une phraséologie verbeuse pour amuser la galerie internationale. Encourager les institutions internationales et les puissances anglo-saxonnes à tenir le Congo par toutes les parties sensibles de son être, c'est aussi prouver à la face du monde entier l'absence dans le chef de l'élite politique et dirigeante belge d'une culture stratégique pouvant justifier les grandes ambitions.

Car, comme le disait Philippe Biyoya, un pays en mal d'ambition internationale ne peut pas avoir une politique étrangère. Géopolitiquement parlant, la Belgique est insensible devant ce que le Congo devient, une république de la honte et de la tragi-comédie. C'est une preuve que le grand esprit de Léopold II n'accompagne plus les orientations diplomatiques belges en Afrique centrale. Ce qui nous fait dire que la RD Congo a de la malchance d'être colonisée par la Belgique.

Est-ce que le fait d'être petit géographiquement justifie la petitesse de la Belgique dans le jeu international ? La diplomatie belge serait-elle dépourvue d'un génie fécondateur ? En ce qui concerne la grandeur, la Belgique devra puiser dans

la pensée de Léopold II l'inspiration nécessaire pour établir des relations diplomatiques et économiques reconsidérées avec le Congo, dans le but d'atteindre une haute visée de grandeur dans le nouveau jeu international.

Pour redevenir un acteur important dans le nouveau jeu international, la Belgique devra cesser d'accompagner les puissances anglo-saxonnes dans leurs aventures en Afrique centrale et devenir un acteur clé sur l'échiquier régional, en développant ses propres catégories politiques, orientations diplomatiques et stratégiques, ainsi que ses vérités vitales.

S'enfermer dans une rhétorique paternaliste empêche son administration centrale des Affaires Etrangères de comprendre que par le Congo, il est possible qu'elle puisse construire et consolider son statut d'un acteur stratégique dans le nouveau jeu international, mais aussi de contrôler les ambitions géopolitiques des Etats d'Afrique centrale se trouvant dans le champ géopolitique de la RDC et de devenir, par-dessus tout, une puissance qui compte dans les relations internationales africaines.

Frantz Fanon écrivait que l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo. Ce symbolisme a une forte portée géopolitique et les dirigeants belges semblent négliger cela. Bien que le Congo chancelle encore aujourd'hui dans ses choix politiques et stratégiques, il garde toujours son potentiel d'être la nation pivot des équilibres géostratégiques en Afrique médiane, d'un géant géopolitique dont la gouvernance spéieuse et certains complots extérieurs cherchent à en faire un nain géopolitique, une nation.

V. DE LA DEPENDANCE STRUCTURELLE DE LA RDC AUX CONTRAINTES EXTERNES

Pour sortir de la dépendance structurelle et des contraintes externes il faut renouveler la politique étrangère du pays de la république en y développant une nouvelle dimension régionale à la hauteur de ses enjeux et défis régionaux de recomposition stratégique. Ici, il faut reconnaître que praticiens et théoriciens congolais de la politique étrangère ne s'accordent que rarement autour de la bonne santé de la diplomatie congolaise, mieux autour de son action extérieure qui n'a jamais fait l'objet d'une coordination politique ou simplement administrative.

La République Démocratique du Congo est l'un de ces rares pays au monde dépourvus de tradition diplomatique et où les relations avec le monde extérieur

n'ont pas de valeur impérative en dépit de la forte dépendance structurelle de ce pays aux contraintes externes.

La diplomatie pour les officiels congolais est souvent le moment des retrouvailles et de l'amélioration de la bonne image du pays qui s'améliore par des visites et des séjours des diplomates et autres plénipotentiaires étrangers ; lesquels entretiennent la fréquentabilité⁸. La réforme de la politique étrangère, de la politique de coopération de la RDC devrait s'inspirer de nouvelles tendances et dynamiques de la politique africaine et de la politique mondiale qui ont renouvelé les pratiques des relations internationales.

Les réformateurs devront s'attacher à se démarquer de l'ancienne référence à la géopolitique frantzfanonienne de la RDC, nation centrale. Cette nouvelle recomposition du damier africain au gré des agendas de même que des préférences des puissances mondiales oblige la nouvelle politique étrangère de la RDC à renouveler avant tout ses traditionnels vecteurs ou fondements. Parce que si l'avantage géographique ne suffit plus désormais à fonder des ambitions ou à légitimer des prétentions, il faudra à la RDC de trouver des ressorts de sa puissance ailleurs dans l'histoire ou dans la culture, ou encore dans l'économie.

L'effort ici consistera, pour la RDC, à choisir entre deux doctrines. La première est celle fondée sur ce que l'on appelle l'ordre de choses, doctrine proche de celle de l'avantage géographique ou naturelle. La seconde est celle d'un rôle revendiqué à partir de la géométrie du système international.

S'engager à jouer un rôle beaucoup plus visible dans le jeu international actuel est l'unique moyen qui reste à la RDC pour balancer les prétentions géoéconomiques et historiques de la Belgique en Afrique centrale. La RDC doit se constituer ou se construire une force nationale et définir son intérêt national matériel à poursuivre, à protéger et à défendre en Afrique, dans le monde et dans les institutions internationales.

VI. LA RD CONGO : ZONE FRANCHE, OUVERTE AUX FORCES NEOLIBERALES

En 1885, au moment du grand partage de l'Afrique, la position de l'Angleterre était celle d'un empire qui, à contrecœur, devait quitter ses îles britanniques pour

⁸ GOUREVITCH J.P., *La France en Afrique. Cinq siècles de présence : vérités et mensonge*, Fayard, Paris, 1994, p. 29.

s'occuper de l'Afrique. Deux ans avant, soit en 1883, l'historien J.R. Seeley a noté, dans un document célèbre, que l'expansion de l'Angleterre en Asie et en Amérique était généralement perçue comme un événement fortuit : « Nous avons acquis l'empire dans un état de distraction et d'inadvertance », a-t-il écrit.

Les historiens ont par la suite renforcé cette idée à mesure que l'Angleterre a conquis l'Afrique. Plus tard, avec la libération de l'Afrique, d'autres historiens ont démontré, au contraire, que l'Angleterre n'était pas si désintéressée qu'elle ne le laissait entendre, et que l'extension politique de l'empire suivait de près sa grande expansion commerciale britannique : le drapeau suivait le commerce.

L'image de l'empire réticent, qui a caractérisé l'expansion de l'empire britannique, est revenue. Elle prévaudra dans les descriptions des Etats-Unis en Afrique à la fin du XX^e siècle. C'est d'ailleurs l'image que le Département d'Etat américain aura privilégiée : « Nous ne voulons pas être là, nous ne voulons pas être forcés d'intervenir, nous n'y avons aucun intérêt », a laissé entendre le représentant de ce Département.

Il est parvenu à imposer cette image. A quelques exceptions près, on ne parlera pas de visées américaines au Congo et dans les Grands-Lacs, mais plutôt de leurs préoccupations envers la démocratie, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, et de leur volonté d'éviter d'autres fiascos comme celui de la Somalie, où 18 soldats américains ont perdu la vie.

Dans Congo : Survie et grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation, Henry Mova Sakany note que « toute posture géopolitique se ramène soit à une volonté de réaliser des ambitions, soit à celle de contrer une menace. En répartissant les intentions des Etats et leurs comportements dans cette binarité, ambitions-menaces, on aboutit à une clarification des intentions ».⁹

Les intentions acquièrent ainsi une capacité explicative des actions internationales des Etats. La nouvelle dimension de la géopolitique va donc au-delà du déterminisme géographique. Elle considère la phénoménologie de la pratique des acteurs internationaux (à l'instar de la philosophie de Husserl avec la

⁹ MOVA S. H., *Congo : Survie et grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 99.

phénoménologie comme science des essences ou celle de Heidegger sur l'ontologie qui n'est possible que comme phénoménologie).

Les Anglo-Saxons qui opèrent aujourd'hui en RDC par la Belgique et le Rwanda interposés sont d'une autre particularité, a écrit Mufoncol Tshiyoyo. Andrej Fursov, directeur du Centre d'études russes à l'université des sciences humaines de Moscou et membre de l'Académie internationale des sciences (Munich) pense que : « Les Anglo-Saxons sont des joueurs de billard au niveau mondial, ils travaillent selon le principe de tirer simultanément plusieurs balles d'un coup. Ils agissent par chaos orchestré. »

Dans la région des Grands Lacs, et plus particulièrement dans le borbier congolais, les Anglo-saxons ont réussi à écarter la Belgique pour imposer leur projet de somalisation de l'Est de la RDC, transformant cette région en une zone franche ouverte aux forces néolibérales, avec pour objectif stratégique l'accès et la possession des matières premières essentielles pour maximiser leur puissance.

Freddy Mulumba Kabuayi est d'avis que : « briser les chaînes de l'ensauvagement dans lesquelles le Congo et toute la région des Grands-Lacs sont enfermés est une tâche titanesque »¹⁰.

Les Belges n'ont jamais compris qu'en ouvrant les portes du Congo aux puissances prédatrices anglo-saxonnes, ils ont engagé toute la région des Grands Lacs dans un processus de remodelage de l'ordre régional à partir du chaos. En effet, ce dernier paramètre est une des constances de la politique étrangère américaine. Dans ce remodelage, ni le Rwanda de Paul Kagamé, ni l'Ouganda de Museveni, et moins encore la Belgique ne dictent les règles du jeu ; la région se retrouve désormais dans un dilemme de coqs dont le seul maître du jeu reste les Etats-Unis d'Amérique.

La Belgique s'engage dans la soumission aux diktats des puissances anglo-saxonnes bon gré malgré, consciente qu'elle est un pion anglo-saxon dans le vaste tourbillon qu'est devenue la région des Grands-Lacs dont elle ne maîtrise plus rien du tout étant une petite puissance. Par-là, nous pouvons comprendre combien

¹⁰ MULUMBA K. F., « Balkanisation de la RDC : mythes et réalités », in *La RDC face au Complot de la Balkanisation et d'implosion*, ICREDES, Kinshasa, 2013, p. 43.

l'alliance entre les puissances anglo-saxonnes et la Belgique est nuisible pour le Congo.

Nous rejoignons ici la thèse de Herbst-Mills. Celle-ci révèle que le complot belgo-anglo-saxon sur le Congo s'inscrit dans la logique d'une conspiration internationale visant à réécrire l'histoire du Congo dans le but d'avoir un contrôle absolu sur ses réserves en ressources naturelles stratégiques. La Belgique est au service d'un réseau international des puissances prédatrices. Raison pour laquelle elle se laisse engloutir par les impositions déstabilisatrices des puissances anglo-saxonnes.

Une ancienne métropole instrumentalisée par les puissances anglo-saxonnes et leurs proxies dans ce qui apparaît, en toute évidence, être une conspiration internationale contre la nation congolaise, avec bien entendu, telle qu'elle a été démontrée par Charles Onana dans son enquête fouillée, le concours d'une élite congolaise compradore œuvrant à partir de l'intérieur du pays pour accélérer le processus d'affaiblissement et de neutralisation de ses institutions afin de le livrer à la spoliation.

Les dirigeants belges savent parfaitement que le chemin que les puissances anglo-saxonnes inscrivent pour le Congo conduira tout droit ce vaste pays au cœur de l'Afrique à la disparition de la carte du monde, du moins dans sa configuration actuelle. Car les Etats-Unis, ses alliés européens et la Belgique elle-même utilisent des moyens néocoloniaux pour arriver à cette fin.

Ils appliquent au Congo une stratégie déjà expérimentée ailleurs : déconstruire des Etats riches en ressources naturelles mais qui affichent des faiblesses évidentes aux plans militaire, culturel et institutionnel afin de mieux les spolier par la force des armes, sinon en y semant des « conflits de basse intensité » dans le but de refaire la cartographie héritée du colonialisme¹¹.

Les faiblesses actuelles de la Belgique en matière diplomatique et stratégique confirment l'application par les Etats-Unis du modèle de vassalisation des alliés. Ni plus, ni moins, la Belgique est soumise à un reclassement stratégique de la part des Etats-Unis d'Amérique, un reclassement qui réduit les marges de manœuvre de Bruxelles dans le nouveau jeu international. Les Belges n'ont plus les moyens, ni diplomatiques ni matériels, pour reprendre aux Anglo-Saxons, et plus

¹¹ On peut citer l'Irak, la Libye, le soudan, la Yougoslavie.

particulièrement aux Etats-Unis, le leadership dans la région des Grands-Lacs. Le Congo est aujourd'hui régenté plus par l'Amérique que par la Belgique.

Les Belges ont envoyé le Congo sous le joug carcéral de Washington. Pour des raisons diplomatiques et économiques propres aux Belges, ils jouent aujourd'hui le jeu de l'Amérique contre le Congo. La recomposition des forces dans la gouvernance mondiale crée la déconfiture en Afrique. Le Congo semble voué à l'extinction.

Devant cette Afrique délaissée, Pascal Boniface écrit : « L'Afrique constitue la zone stratégique la plus déstabilisée de la planète. Marquée par des guerres civiles sans influence, des conflits interethniques permanents, une guerre régionale de grande ampleur (autour de la République Démocratique du Congo), des massacres de masse et même un génocide (Rwanda), une grande partie de la région semble sombrer dans le chaos.

L'image même de l'Afrique subsaharienne est en train de se modifier dans l'hémisphère nord, et particulièrement en Europe. S'il y a toujours un sentiment de compassion envers les habitants de ce continent infortuné, on commence à percevoir simultanément les symptômes d'une « fatigue de l'Afrique »¹².

Au demeurant, le rôle du coursier concédé à la Belgique par les puissances anglo-saxonnes dans la somalisation de la RDC détourne le royaume de Léopold II de ses responsabilités historiques et diplomatiques vis-à-vis de la RD Congo, et révèle, du point de vue géopolitique, l'insignifiance de la Belgique dans le nouveau jeu international.

N'ayant plus de recettes géopolitiques appropriées pour régenter le Grand Congo, la Belgique se contente de la domination anglo-saxonne dans les Grands-Lacs, elle a perdu le pouvoir de conformer le Congo, le Rwanda et le Burundi à sa vision des relations internationales. Face à ces nouveaux alliés dans le contrôle et la prédation de la RDC, la Belgique ne se trouve plus en position de conditionner seule le devenir du Grand Congo.

VII. SORTIR LE CONGO DE LA VORACITE PREDATRICE

²⁴ BONIFACE P., *Comprendre le monde*, Paris, Armand Colin, 2010, pp. 165-167.

Avant de voir dans l'autre la source de ses malheurs, de ses errements et de son manque d'intelligence, il faut toujours faire un véritable diagnostic de ses propres maladies et établir par suite des responsabilités. Bien que dans une certaine mesure l'on ne puisse pas négliger l'aspect géopolitique des intérêts des puissances du monde au Congo, ceci ne doit pas nous amener à faire de ce que les autres font en RD Congo chez nous par manque d'intelligence et de vision, la cause principale de l'échec du Congo comme Etat avec une véritable vocation géopolitique.

Cette vision partielle qui innocent l'élite politique et dirigeante congolaise dans la dérive de la nation, empêche les Congolais d'attaquer ou de mieux percevoir les vrais problèmes du Congo. Patrice Lumumba a dit que l'histoire du Congo serait écrite au Congo, et non à Washington ou à Bruxelles. C'était là un appel à la conscience pour comprendre que pour entrer dans la catégorie de peuple prestigieux, le Congolais devrait apprendre à agir et à poser des actes qui renforcent chaque jour son emprise sur son propre destin comme peuple. Ce qui ne se fait pas encore jusque-là.

« Le Congo ne pourra être un partenaire crédible de la Belgique et d'autres puissances occidentales que s'il met un terme au déficit d'intelligence qui transforme sa gestion en une voracité prédatrice qui ne permet pas à la république de voir quelle direction elle doit prendre pour construire le présent et le avenir de la nation ». Les puissances de la mondialisation ont besoin d'un Congo pacifié, pas d'un Congo à problèmes.

Face à la gouvernance du désordre, de la corruption, de l'errance et du non-sens qui caractérise le pouvoir actuel au Congo, une gouvernance de la force venue de l'étranger se met en place. Cela se fait non pas parce que le Congo est un scandale géologique et que les méchantes forces du mal veulent l'arracher aux Congolais. C'est en effet le fait que l'élite politique et dirigeante congolaise est incapable d'organiser le pays comme nation responsable à partir d'un leadership responsable.

Nous partageons largement le point de vue de Ka Mana, qui affirme que « ce que l'on appelle habituellement complot contre le Congo est la conséquence de la faiblesse et de l'inintelligence du leadership congolais : son incapacité à comprendre que, dans les rapports de force inhérents à la mondialisation et à l'économie de marché, le darwinisme economico-politique est la règle et qu'il est

nécessaire de se doter d'un capital social suffisamment fort pour ne pas en être mortellement victime. ». Cela veut dire que dans le monde tel qu'il est et non tel que nous rêvons qu'il soit, on ne peut pas avoir le sol, le sous-sol et l'environnement naturel comme celui du Congo et croire qu'on ne doit pas le protéger par le développement du capital humain, du capital organisationnel et du capital militaire face à toutes les tentations de prédation qui peuvent venir d'ailleurs ».¹³

Le philosophe Ka Mana a raison et la géopolitique de la coopération internationale révèle qu'aucune puissance ou partenaire quelconque ne peut s'inscrire dans une démarche de partenariat avantageux si cela n'est pas d'abord une volonté intériorisée par l'élite gouvernante du pays qui recherche les voies et moyens pour briser l'encerclement du sous-développement et de la pauvreté.

Dommage que dans la situation du Congo, le système de prédation et de corruption soit animé par les autorités politiques et les élites économiques au pouvoir, une élite qui n'a que faire de la vocation géopolitique du Congo et qui, parfois, se limite à narguer la Belgique sans calculer les conséquences de ses disputes sempiternelles avec ce pays, que les gouvernants peinent à en faire un véritable allié.

Une élite qui conduit le génie du peuple à une décomposition mortelle et fait implorer l'Etat comme espace de puissance et de confiance. On imbécillise en fait la nation. C'est à cette condition de pourriture que le pouvoir actuel nous a conduits. Il est bon de savoir que le capitalisme mondial ne peut pas accepter un Congo à la dérive, politiquement bête, économiquement stupide, socialement décomposé, culturellement fou et spirituellement débile.

Il faut de l'ordre au Congo dans la stratégie géopolitique du monde actuel, « pour que les affaires marchent », comme disent les forces de l'argent. Puisque le pouvoir congolais est incapable de se donner de son propre ordre et de gérer ses propres atouts géostratégiques, il a fallu qu'il vienne d'ailleurs. II est venu non pas au profit des Congolaises et Congolais, mais contre leurs intérêts vitaux.

Si le Congo est dans cette situation, la faute n'incombe pas à la Belgique sur toute la ligne, mais en grande partie à un manque d'un leadership intelligent et

¹³ KADONY N. K., *Une introduction aux relations internationales africaines*, L'Harmattan, Paris, 2007.

visionnaire. Avec une élite qui a habitué les Congolais à la thèse du complot, aux erreurs commises à la Table ronde économique recroquevillée par notre propre élite qui tient à dire que les malheurs du Congo viennent de la Belgique, des Etats-Unis, elle ne manquera pas tôt ou tard de dire que nos malheurs viennent de la Chine. Une grande liturgie de faiblesse et d'accusation des autres, alors qu'en réalité, la responsabilité incombe à l'élite congolaise, mieux à la classe dirigeante.

Lorsque le Congo sera en mesure de mobiliser son intelligence, la Belgique deviendra en ce moment un allié et un partenaire qui considèrera la compétition, mais également saura articuler ses stratégies et son intelligence pour une véritable émergence du Congo comme un pôle de puissance en Afrique et un leader incontesté de la renaissance africaine. Car, en réalité, la Belgique et le Congo ne sont pas appelés à s'opposer et à s'affronter, mais d'abord et avant tout à coopérer et à être ensemble pour relever les grands défis du XXI^e siècle. La Belgique, en ce qui la concerne, est appelée à aider le Congo à embrasser la voie de la raison, plutôt que de continuer à jouer le jeu de la désétatisation tous azimuts du Congo, oubliant que sa position géopolitique et géostratégique confortable dans l'échiquier mondial dépend aussi de la stabilité du Congo.

C'est avec intelligence et une certaine ingéniosité que le Congo pourra sortir de la voracité prédatrice et cesser d'être le champion de tous les indicateurs négatifs du développement, le canard boiteux d'une Afrique en quête d'émergence, la république de tous les fantasmes et de tous les préjugés défavorables.

CONCLUSION

Le présent article a mis en lumière les mécanismes de victimisation, de soumission et d'inanition dont l'Etat congolais est l'objet sur la scène internationale. L'analyse révèle que l'inefficacité de ce pays constitue le symptôme d'une défaillance de l'Etat moderne, témoignant de la complexité et de la profondeur des crises nationales. Les causes identifiées sont multiformes : une vision politique fragmentée, une incapacité à articuler le bien commun et les intérêts particuliers, une absence de mémoire collective ainsi qu'un déficit de projet national.

La République Démocratique du Congo se situe actuellement à un point décisionnel crucial, conséquence d'une indépendance insuffisamment préparée et d'institutions imposées par la colonisation, dont la structure occidentale moderne s'est avérée incompatible avec les dynamiques traditionnelles africaines.

Le véritable problème ne réside pas uniquement dans l'ampleur des ressources de la population. L'État a manqué à sa mission, la classe politique est corrompue, et les partis politiques éprouvent des difficultés à assumer leur rôle de leadership idéologique.

Préalablement à toute perspective de redéfinition du rôle international de la République Démocratique du Congo, il convient de constater que l'inefficacité de l'État témoigne également de la difficulté rencontrée par sa société à intégrer et à maîtriser les institutions héritées de la colonisation, lesquelles résultent d'une confrontation directe entre la modernité occidentale et les sociétés traditionnelles africaines.

Ce traumatisme persistant continue d'affecter la capacité de la République démocratique du Congo à se constituer en tant qu'État souverain et stratégiquement autonome.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme, « Figures actuellement de l'étranger », dans *Transeuropéennes, Frontières et violence*, n°9, 2000.
- BONIFACE P., *Géopolitique illustrée. Les relations internationales depuis 1945*, éd. Eyrolles, Paris, 2022.
- BONIFACE P., *La géopolitique, 50 fiches pour comprendre l'actualité*, éd Eyrolles, Paris, 2024.
- BONIFACE P., *Comprendre le monde*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BONIFACE P., *Le grand livre de la géopolitique. Les relations internationales depuis 1945*, éd. Eyrolles, Paris, 2015.
- BRAILLARD Ph., *Mythe et réalité du non-alignement*, PUF, Paris, 1987.
- CAMARA A., *Gorée : Passé, présent et futur*, éditions Maisonneuve et Larousse, Paris, 2001.
- DANIEL J., *Dieu est-il fanatique ? Essai sur une religieuse incapacité de croire*, Arléa, Paris, 1996.
- GAUDUSSON J.B. (du) et MEDARD J.F., « L'Etat en Afrique : Entre le global et le local », dans *Afrique contemporaine*, Numéro spécial troisième trimestre, n°199 juillet-septembre 2001.
- GOUREVITCH J.P., *La France en Afrique. Cinq siècles de présence : vérités et mensonge*, Fayard, Paris, 1994.

-
- KADONY N. K., *Une introduction aux relations internationales africaines*, L'Harmattan, Paris, 2007.
 - LAIDI Z., « Le politique va-t-il mourir ? », dans *Le Temps*, 10 février 2000.
 - MOVA S. H., *Congo : Survie et grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 2008.
 - MULUMBA K. F., « Balkanisation de la RDC : mythes et réalités », in *La RDC face au Complot de la Balkanisation et d'implosion*, ICREDES, Kinshasa, 2013.
 - RAMAZANI S.E., *Institutions politiques de la troisième république. Une sclérose en République Démocratique du Congo*, L'Harmattan, Paris, 2025.
 - SAINT-ETIENNE C., *La puissance ou la mort. L'Europe face à l'empire américain*, Seuil, Paris, 2003.